

FRANCE



WALLONIE-BRUXELLES

FORFAITURES

Silence, on brade!

Avant d'aller encore aux urnes, ne demandez pas les programmes! Les petits princes qui nous gouvernent n'ont pas la moindre intention de s'y tenir. Ils flairent à pleines narines l'odeur des maroquins et des plats mijotés dans les cuisines du Système. Fourberie, veulerie? Ou, plus simplement, triste effet du scrutin à la représentation proportionnelle? Mais cette excuse même devrait se contenir dans certaines limites de la décence. Il paraît qu'il n'en est rien dans la nouvelle fédération Wallonie-Bruxelles.

Les partis francophones viennent de consentir en chœur à la scission de l'arrondissement électoral Bruxelles-Hal-Vilvorde, c'est-à-dire à sa fixation en Flandre, donc à l'encerclement renforcé de la Région bruxelloise. Enorme abandon, préjudant pour bien-tôt à de nouveaux assauts contre celle-ci. Ils avaient pourtant juré que seul son élargissement serait le juste prix de l'opération. Et puis ils ont cédé, conscients par-dessus le marché de n'acheter qu'une paix provisoire. La hâte de M. Di Rupo de loger au 16, rue de la Loi y est pour quelque chose. Mais tous étaient renués par cette vision d'épouvante, la fin de l'Etat flamando-belge, hors duquel ils ne sont pas sûrs de retrouver des râteliers. Retenez la leçon; elle n'est pas nouvelle, mais chaque nouvelle capitulation l'illustre davantage: le Nord nous fait payer comptant et de plus en plus cher leur attachement – désormais d'ordre alimentaire – à la Belgique. Gare à la suite! Le ministre-président Peeters leur a suavement rap-

Le mensonge étant, comme l'écrivait La Rochefoucauld, un hommage que le vice rend à la vertu, ils croient se justifier en soutenant qu'ils «bétonnent» les droits (qui existaient déjà!) des francophones de la périphérie bruxelloise. Un béton singulièrement friable à en juger par les exégèses flamandes. Cosignataire de l'accord, le CD&V a cru bon de préciser que les décrets et circulaires du gouvernement thiois restent en vigueur. Le ministre régional de l'Intérieur, Geert Bourgeois, menace de «disqualification» perpétuelle les bourgmestres qui osent enfreindre. On mesure ce que vaut la garantie d'un arbitrage du Conseil d'Etat prévu par les textes. La parité linguistique de cette instance, sous réserve de présidence alternée, n'est pas de bon augure. D'ailleurs, le pili-de-la-défaite est pris. Il suffira à la Flandre, le cas échéant, de pousser une nouvelle gueulante pour arriver complètement à ses fins.

Oui, les dirigeants francophones sont des parjures; oui, ce sont des traîtres. Mais qu'ils en demandera compte et quelle Haute Cour les jugera?

La dissidence du FDF peut passer pour un sursaut d'humeur, négligeât-on le fait qu'elle tranche une question de vie ou de mort pour ce parti. Mais au lieu de démontrer à l'opinion que le drame des francophones sacrifiés résulte en droite ligne des contraintes du royaume, son président se répand en discours belgitudesques et crie au loup à l'évocation du confédéralisme qui approche. Au fond, il était comme ses homologues: il n'était demandeur de rien et voulait que rien ne change. Mais comment espère-t-il éviter le rouleau compresseur flamand, ce que seule la séparation pourra faire? Cette lourde erreur de logique le confitera, s'il ne s'en départit, dans une immobilité boudoise, récriminante, mais inoffensive.

Une réforme historique?

La réforme de l'Etat est, paraît-il, la sixième. Les nabots annés-siques qui l'ont ficelé la présentent comme la plus importante de l'Histoire de la Belgique. Une réforme historique, disent les praticiens de l'hyperbole, comme Mme Onkelinx, qui n'en rate pas une. N'importe quel historien sérieux posera, lui, cette palme sur la percée fédéraliste de 1992-1993. A l'époque, c'était un certain Guy Spitaels qui était à la manœuvre et ce qu'il accomplissait alors surclasse par son ampleur et sa cohérence les bricolages qui suivirent.

Fuyons les trompettes qui jouent faux en imitant la voix de la renommée, fuyons la rumeur et les éclats des polémiques subalternes. Tendons plutôt l'oreille à ce que concluait un expert vérifiable, le directeur général du CRISP, Vincent de Coorebyter, dans «Le Soir» du 12 octobre. Non seulement il conteste l'adjectif «historique» accolé à la réforme, mais il y voit une réponse (positive) à 90 % des demandes flamandes. Comme le craignaient en effet les réunionalistes que nous sommes – j'y ai fait écho plusieurs fois – la séparation est en marche, mais elle s'effectue selon l'agenda nordiste, donc en prolongeant les pertes du Sud.

Les partis wallo-bruxellois gaspillent une précieuse monnaie de négociation (dont faisaient partie aussi les francophones des communes sans facilités du Brabant flamand). Les dernières secousses n'en seront que plus rudes. Ceux d'en face voudraient l'emploi, les soins de santé, les allocations familiales? Il fallait réclamer les entreprises publiques, les pensions et ce qui reste de compétences fédérales en matière d'agriculture et de commerce extérieur. Ah oui, il y a tout de même un morceau consistant dans notre assiette: 460 millions d'euros

pour Bruxelles. Mais 20 % iront à sa population flamande, qui représente 6 ou 7 % du total, et l'emploi du reste sera soumis à des conditions... qui ne sont pas encore très claires.

Maintenant, soyons honnêtes. Tout ce qui affaiblit l'Etat fédéral nous rapproche de notre objectif français. De notre point de vue, le bilan est donc moins négatif que ne le suggère la pesée des concessions respectives. Malgré tout, le saut manqué vers le confédéralisme, dernière étape vers la libération complète, titille nos regrets. Il faut être beaux joueurs: notre classe politique a préservé le régime fédéral; en ce sens, et grâce au verre sale de salorgnette, elle peut se croire gagnante, sans ignorer que les choses n'en resteront pas là. La crise a mangé plus du tiers de la législation. Tout annonce un gouvernement assis sur une majorité hétéroclite et branlante. L'application des accords sera grosse de litiges. Et la Flandre a encore des exigences pleines la besace...

Oh, encore un détail. Les partis écologistes sont exclus de la prochaine combinaison. Leurs homologues francophones les voulaient pourtant dans le coup, mais fiez-vous à eux! Il a suffi d'un oukase du VLD et du CD&V pour que le couperet tombe. Ce n'est pas nous qui plaindrons les Verts, les plus apatrides de toutes les familles politiques. C'est juste une remarque, comme ça, au passage...

La calamité euro-mondialiste

Une autre tare de nos politiciens, comme les appellerait Rimbaud, c'est leur attachement de toujours à une Europe qui, depuis l'Acte unique de 1983, a viré carrément au néo-libéralisme. L'europhilie les a conduits au mondialisme que les uns saluent comme un bienfait et que d'autres voient



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

comme une fatalité inéluctable. On n'y peut plus rien changer, en effet, si l'on maintient en vigueur les principaux règlements européens. De là vient une indifférence croissante de la gauche et de la droite, avec un curseur qui se déplace d'ailleurs vers la droite. De là surtout les ravages économiques et sociaux en lieu et place des trésors de Golconde que nous promettaient les déregulateurs, les libre-échangistes à tout crin et les inventeurs de l'euro. Nos usines s'envolent vers des cieux exotiques, l'autosuffisance alimentaire du continent n'existe déjà plus, la spéculation financière est devenue folle et les «notations», sur une base quasi journalière, des grandes agences américaines sont devenues la boussole politique de nos gouvernants.

Déjà, les grands États de la soi-disant Union lèvent le ton pour imposer leur volonté aux autres – et c'est une raison, parmi beaucoup d'autres, de rejoindre la France. Lentement, mais sûrement, les constructions artificielles d'hier se fissurent, avant de battre ruine. L'Europe des nations, que voulait de Gaulle, pourrait bien remplacer avant longtemps celle des marchés et des tumultes boursiers.

Jusqu'ici, les peuples exprimaient leur colère grandissante en substituant par leurs votes des ministres de droite à des ministres de gauche, et vice-versa, dans l'attente toujours déçue d'un changement. Alors, enfin, une conscience nouvelle est en train d'émerger. On se remet à rêver d'une action publique forte, de protection douanière des secteurs stratégiques et, pour tout dire, d'intérêt national, puisque l'Europe ne bouge pas et empêche de bouger.

Au royaume d'Albert II, qui n'est pas une nation et à peine encore un État, l'euro-mondialisme vient d'abatre sa foudre sur Dexia et la sidérurgie liégeoise. Les similitudes des deux cas sont typiques : même multipie des responsables politiques, mêmes administrateurs incompetents et somnolents, même fragilisation dans une internationalisation irréfutable, mêmes expertises divergentes d'économistes formatés par la pensée unique. Avec quoi au bout du compte ? Les actionnaires grugés (y compris les communes) de la première, une dette publique gonflée d'un nombre encore indéterminé de milliards d'euros, à l'heure où j'écris ; toute une sous-région industrielle sinistrée avec cynisme et brutalité par un conglomérat multinational, armateur des délocalisations engendrées par l'euro-mondialisme.

On voudrait espérer que la banque nationalisée à grands frais reste définitivement dans le secteur public et qu'elle soit partagée entre les Régions – la Wallonie manque encore d'un grand instrument financier. Mais non ! On ne s'apprête à la renflouer – avec notre argent – que pour la revendre encore une fois. L'expérience passée n'a servi à rien. On voudrait espérer que la Wallonie garde – forcément par l'initiative publique – un pôle sidérurgique solide au lieu d'abandonner ce secteur stratégique, au-delà des considérations marchandes, à des producteurs exotiques. Mais non ! On se contente de demander aux prioritaires actuels le déblaieement du site. L'Europe, les marchés, interdisent d'aller plus loin.

On voudrait espérer que la banque nationalisée à grands frais reste définitivement dans le secteur public et qu'elle soit partagée entre les Régions – la Wallonie manque encore d'un grand instrument financier. Mais non ! On ne s'apprête à la renflouer – avec notre argent – que pour la revendre encore une fois. L'expérience passée n'a servi à rien. On voudrait espérer que la Wallonie garde – forcément par l'initiative publique – un pôle sidérurgique solide au lieu d'abandonner ce secteur stratégique, au-delà des considérations marchandes, à des producteurs exotiques. Mais non ! On se contente de demander aux prioritaires actuels le déblaieement du site. L'Europe, les marchés, interdisent d'aller plus loin.

Ainsi en sera-t-il des entreprises fédérales. Belgacom a de bonnes couleurs ? On va céder au privé. Le groupe SNCB, dont la politique européenne des transports a disloqué les processus de production et que la politique politicienne a doté de dirigeants incapables (avec une flamandisation quasi complète des postes de commande), est mûre pour la vente par appartements. La Poste, pardon, B-Post – on est prié de parler l'américain dans les affaires – ne va guère mieux. En attendant, on supprime des services.

Ne nous laissons pas dire que nous sommes trop petits, trop faibles. Nous ne serions pas seuls si nous agissions. La colère gronde parmi les peuples. Des mouvements commencent à émerger qui se jouent des vieux clichés d'opinion et des étiquettes partisanes. S'ils se persistent de la bachanaie anarchiste et du «flower power» des hippies, ils s'affermiront. Après tout, il est grand temps que les citoyens reprennent la parole, et les nations, leur souveraineté. Un message dans le droit fil de la tradition française.

Jacques Rogissart

La citation du mois

Elle est de **Robert Collignon**, ancien ministre-président de la Région wallonne. Elle est tirée d'un discours prononcé le 19 juin 2011 au monument de l'Aigle blessé, sur le site de la bataille de Waterloo. Cette cérémonie commémore la création, le 18 juin 1940, du mouvement de résistance Wallonie libre.

Aujourd'hui, les citoyens de Wallonie ont le devoir de choisir un destin en toute indépendance, fiers de leur Histoire, revendiquant leur appartenance à la grande culture française, celle de la Révolution et des Droits de l'Homme.

Lorsqu'un État fait défaut, il convient de changer d'État.

La Wallonie mérite mieux qu'une Belgique sans âme et sans devenir.

Pour un dialogue - sans faiblesse - avec les Orangistes flamands !

C'est un fait admis : les francophones et les Flamands vivent dans deux univers bien distincts. Tous les domaines de la vie, ou presque, sont concernés, ce qui ne facilite pas la communication au quotidien, et encore moins la constitution d'un gouvernement...

Les réunionistes, comme tous les autres Belges, ont commis l'erreur de circonscrire leurs stratégies à leur propre espace linguistique, sans véritablement chercher des alliances à l'extérieur de celui-ci. Or, toute *tendance qui réussira à établir des relations avec l'autre communauté possédera un avantage comparatif très utile à terme.*

Oui, mais : avec qui ? Dialoguer avec les nationalistes flamands, les extrémistes du *Vlaams Belang* comme les "modérés" de la N-VA, n'est pas chose aisée. Bruxelles et sa périphérie représentent un point d'achoppement majeur, puisque eux, comme nous, ne sont pas prêts à transiger sur la question.

En revanche, nous aurions intérêt à prendre au sérieux les représentants d'un courant toujours latent au nord du pays : les **Orangistes**. Pour mémoire, ce terme désigne, en Belgique, les organisations et individus visant à la réunion de la Flandre aux Pays-Bas, ou du moins à la création d'une confédération.

Oui, sans nier la difficulté de la chose, il semble possible aux réunionistes wallons et bruxellois de nouer des contacts *prudents et lucides* avec les orangistes flamands, ne serait-ce qu'en raison de la présence d'un but similaire, compréhensible réciproquement.

S'agissant de Bruxelles, les orangistes, dans leur majorité, souhaiteraient que la capitale belge rejoigne le grand espace pan-néerlandais qu'ils appellent

de leur vœux. Stratégiquement parlant, il est inévitable qu'ils se montreront dans un premier temps tout aussi intraitables que les indépendantistes. Mais il faut faire le pari qu'*in fine* ils feront le choix des Pays-Bas, *quitte à céder sur Bruxelles*. C'est *un pari*. Ce n'est pas une certitude, d'autant que nationalisme et orangisme s'entremêlent à l'intérieur des partis flamands et souvent dans l'esprit d'une même personne. Toutefois, cette double nature du mouvement flamand (nationaliste, mais avec une composante orangiste) constitue une faille dans la muraille flamande. Il serait sot de ne pas tenter de s'y engouffrer...

L'objectif est double : créer des liens entre tendances désirant à peu près la même chose, et diviser dans la mesure du possible le camp flamand en proposant une alternative à l'indépendance - ce qui donnerait incidemment plus de chances à Bruxelles de devenir française.

Les deux aspects ne sont pas contradictoires : on peut communier honnêtement entre personnes qui se comprennent ("si la Belgique n'a pas d'avenir, alors rejoignons nos voisins respectifs !"), tout en ayant bien conscience de part et d'autre que des divergences existent (sur Bruxelles et ses alentours...). *En Belgique, qui ne joue pas un double jeu ?*

La possibilité que la Flandre s'associe d'une façon plus ou moins poussée au royaume des Pays-Bas, en cas de scission de la Belgique, n'a jamais été aussi crédible qu'aujourd'hui. Les arguments qui s'y sont opposés dans le passé ont perdu de leur force au fil du temps.

Sans vouloir faire la liste des faits ayant amené la séparation de la Belgique et des Pays-Bas en 1830, rapelons-en quelques facteurs

structurels. *Plus aucun n'est d'actualité.*

La religion ? Longtemps, les catholiques flamands ont éprouvé de l'hostilité à l'égard des calvinistes hollandais. Depuis, la sécularisation des sociétés a fait son œuvre. Le fonds religieux est toujours sous-jacent, mais ne forme plus un motif d'opposition politique. Au demeurant, le catholicisme a toujours été une composante majeure du paysage religieux des Pays-Bas eux-mêmes.

La langue ? Cela fait belle lurette que les élites flamandes ne sont plus francophones et francophiles par principe, pour se distinguer de la plèbe rurale... Les gens apprennent la même langue officielle : l'*ABN (Algemeen Beschaafd Nederlands)*, soit "néerlandais général cultivé". Les variétés dialectales ? Aucune d'entre elles ne peut prétendre être l'"essence linguistique" de la Flandre. Sur ce point, la frontière politique ne signifie rien : les deux familles de dialectes se répartissent de part et d'autre de l'axe Rhin-Meuse.

Le brabanton et le limbourgeois sont transfrontaliers. Le hollandais et le saxon ne se distinguent pas plus de l'*ABN* que le flamand occidental parlé à Bruges.

L'économie ? Il y a quelque temps déjà que la Flandre s'est ralliée à la vision néerlandaise, basée sur la libre entreprise et la liberté commerciale. Et on ne peut plus dire que la région est la terre rurale sous-développée qu'elle fut dans un lointain passé... Le niveau de vie n'est plus un critère de différenciation.

Les nuances superficielles qui ont subsisté jusqu'à nos jours sont quant à elles en voie d'évaporation complète. Le conservatisme flamand face au libéralisme des mœurs hollandaises ? Les mentalités ne se distinguent

plus guère. La Flandre a connu dans le cadre belge des évolutions sociales tout aussi marquées qu'à Amsterdam. Des dossiers aussi conflictuels que le mariage homosexuel ou l'euthanasie ont connu des issues identiques. Et, pour nuancer davantage le tableau, il existe aussi un courant conservateur calviniste aux Pays-Bas, représenté par un petit parti politique faisant régner, paraît-il, une atmosphère puritaine dans les municipalités qu'il gère.

Le nationalisme agressif de la Flandre face à la déclinaison politique du "modèle des polders" fondé sur la tolérance et le multiculturalisme ? Ce dernier a littéralement explosé en plein vol, et le désarroi qui en résulte fait le succès du populiste Geert Wilders. L'identité des Pays-Bas va devoir se reconstruire, et leurs voisins du sud pourraient se faire un plaisir de leur donner quelques idées...

La réalité concrète a rejoint le rêve de la "heel-Nederland".

Mais qui sont au juste les Orangistes flamands aujourd'hui ?

Il n'y a pas que le **Voorpost** ! Organisation orangiste, légale, mais jugée par beaucoup notamment raciste et antifrancophone, qui serait d'autre part le "bras armé" du *Vlaams Belang* (il y a beaucoup de doubles adhésions).

Même si son chef Bart De Wever n'en est pas un (il préférerait une république flamande), **la N-VA est un nid d'Orangistes** ! Le député fédéral **Bert Maertens** a proposé le 5 mai 2011 l'intégration de l'armée belge dans une armée du Benelux (c'est-à-dire celle des Pays-Bas...) ! Autres figures du courant dans le parti : **Siegfried Bracke**, ex-journaliste politique très connu de la



VRT, député fédéral, ou **Frieda Brepoels**, eurodéputée et vice-présidente du parti.

Et dans les mouvements plus traditionnels, citons, parmi de nombreux autres, le sénateur **Bert Anciaux**, du parti socialiste flamand (SPA), et anciennement dirigeant de la défunte Volksunie.

A La Haye aussi l'idée fait son chemin. Il faut noter la position très intéressante de **Geert Wilders**, dirigeant du Parti pour la Liberté ("Partij voor de Vrijheid", soutenant, sans y participer, le gouvernement néerlandais actuel), et du parlementaire du même parti **Martin Bosma**, favorables à une fédération entre les Pays-Bas et la Flandre, *après l'indépendance de cette dernière, c'est-à-dire sans inclure la Wallonie dans le nouvel ensemble*. En revanche, Bruxelles fait bien partie de leur plan...

Dans la société civile, la sensibilité orangiste est représentée par l'écivain **Geert van Istendael**.

Elle imprègne également l'association culturelle et "apolitique" **"Orde van den Prince"** (www.ovdp.net), qui s'attache à promouvoir la langue néerlandaise, ainsi qu'une étroite coopération entre la région flamande et les Pays-Bas. Parmi ses membres figure notamment... le président du Conseil européen **Herman Van Rompuy** ! Enfin, impossible de faire l'impasse sur le **"groupe de travail de Baarle"-Baarle Werkgroep** - du nom de la ville partagée en deux par la frontière : **www.baarlewerk-groep.org** (avec des pages traduites en français, certes mal, mais l'effort est là !). Ce "think tank" recruté bien au-delà de la mouvance nationaliste traditionnelle, mais a le grand défaut de vouloir englober Bruxelles dans son idée de confédération... voire la Wallonie ! Mais au moins sommes-nous en présence de gens raisonnables, quoique déterminés. Véritablement, c'est

avec ce groupe que le contact semble réalisable. D'ailleurs, *l'alter ego* néerlandophone de M. Jacques Lenaïn y est cité, en la personne de Matthias E. Storme, avocat et professeur de droit à la K. U. Leuven, qui propose une solution institutionnelles permettant la réunion de la Flandre aux Pays-Bas, dénommée **plan "N"**.

Dès lors, les réunionistes wallons et bruxellois, *quelles que soient leurs tendances*, doivent réfléchir à de nouvelles actions :

- contacter les orangistes non extrémistes cités ;
- traduire les principaux textes réunionistes et les principaux sites internet en langue néerlandaise ;
- si possible, promouvoir mutuellement des solutions communes pour l'après-Belgique.

Sans vouloir se méprendre sur les projets (parfois divergents) de l'orangisme flamand, voilà une approche qui pourrait bien être pertinente. Et aux sceptiques je dirai ceci : il est clair que les Flamands n'entendent pas céder devant les Wallons et les Bruxellois. *Mais devant les Français et leur Patrie républicaine ? Les Orangistes s'arrêteront là où la France et les Pays-Bas leur diront de s'arrêter...*

Cédric Chopin

supplément à "4 millions 7"

Novembre 2011

Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :

François Deuf, Jean-François
Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs :

Pierre Bertrand, Cédric Chopin,
François Deuf, Paul Durreux,
Jean-François Goosse,
Adrien Laurant, Pierre Mélot,
Jacques Rogissart,
Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. France-Wallonie-Bruxelles applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990

Billet sur la Francophonie

Francophonie – Anglophonie

À tort, la défense du français passe pour s'opposer à l'anglais dominant, dans un combat aussi inutile qu'inégal. Cette vue inexacte des vrais problèmes que rencontrent chacune des deux langues déforme la réalité.

On dénombre aujourd'hui quelque 7 000 langues, dont la moitié devrait disparaître au 21^e siècle. Le français fait partie de la quinzaine de langues les plus usitées dans le monde, et s'inscrit, dans l'ordre, après le mandarin, l'espagnol, l'anglais, l'hindi, l'arabe, le portugais, le russe et le bengali. Appartenir au peloton de tête n'est pas sans risques. Par exemple, l'anglais ou le français parlés en Afrique ou en Asie pourraient éclater en plusieurs langues à l'instar du latin ou de l'arabe, qui a évolué en divers dialectes au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

La relative fragilité du français dans le monde est également partagée par l'anglais, tout autant menacé. Certaines régions des États-Unis et du Royaume-Uni connaissent une diminution sensible de l'usage de l'anglais, face à l'importation d'autres langues véhiculées par les immigrants. De plus, une altération grammaticale considérable se généralise de façon inquiétante. L'espagnol est actuellement parlé par 35 millions de citoyens aux USA. Dans trois États du Sud (Californie, Nouveau-Mexique et Texas), un tiers des habitants ne parle pas l'anglais en famille. Environ 10 % des hispanophones et des sinophones immigrés ne maîtrisent pas l'anglais.

Le Royaume-Uni doit légalement réserver à certaines minorités un accueil administratif dans leur langue d'origine. En 2010, l'Angleterre s'est résolue à créer une Académie de l'anglais, sur les modèles français, italien et espagnol. Les buts essentiels sont de

passer pour s'opposer à l'anglais dominant, dans un combat aussi inutile qu'inégal. Cette vue inexacte des vrais problèmes que rencontrent chacune des deux langues déforme la réalité.

L'anglais parlé en Afrique du Sud, en Inde, au Canada, aux USA, en Australie ou ailleurs se spécifie à tel point que la compréhension devient parfois difficile entre locuteurs issus de ces différents pays. Des dictionnaires spécialisés ont été édités. Le 'globish', anglais simplifié résultant de la diffusion massive et mondiale de la langue de Shakespeare, apparaît encore cette dernière.

À rebours du pessimisme qui sévit en France, l'Organisation internationale de la Francophonie constate que le français continue de croître. Appris sur les cinq continents dans un souci de promotion culturelle des apprenants et de participation à la vie internationale, il est une langue d'avenir contribuant au multilinguisme.

Les acteurs de la Francophonie sont attentifs à l'accroissement démographique considérable de l'Afrique de l'Ouest, sur lequel repose l'expansion de la langue française. L'accession progressive de ces États à la maturité politique et sociale, leur association au développement économique et scientifique, contribueront à accroître le rôle international de la Francophonie.

La solidarité des pays francophones du Nord envers les pays francophones d'Afrique déterminera le poids du français et de la Francophonie – et donc notre poids – dans le monde de demain.

Pierre Bertrand, Sénateur honoraire

Source : La langue française dans le monde – 2010. Organisation internationale de la Francophonie.